

Dans cette lettre sont exposés les motifs qui poussent l'auteur à décliner l'invitation à participer à des rencontres autour de « l'Europe de la culture ». Cette Europe campée sur ses privilèges ne peut continuer à célébrer ainsi sa grandeur et à se gargariser de son dynamisme culturel, alors qu'elle ferme ses portes à de plus en plus de populations démunies, qu'elle cède aux courants réactionnaires et s'enferme dans ses murs. Ce texte de Dimitris Alexakis a d'abord été publié sur [AOC](#). L'illustration est de l'artiste [Darko Stojkov](#).

Chère L.,

Le hasard fait que je termine cette lettre le 21 août, jour marquant la fin officielle du programme de tutelle auquel la Grèce est soumise depuis plusieurs années. Je peux imaginer la façon dont politiques et journalistes salueront l'événement en France. Ici, la nouvelle a été effacée il y a quelques semaines par les incendies qui ont ravagé une zone résidentielle du bord de mer, faisant 96 morts. Sur l'île de Tínos, nous avons été avertis de l'incendie par une odeur de bois brûlé sur la mer. Nous avons appris le lendemain la disparition de C., que nous connaissions à peine mais qui nous avait quelques fois rendu visite au KET, l'espace de création théâtrale que nous avons fondé en 2012. Nous avons été soulagés lorsque Sotírís, dont la maison de campagne se trouve à quelques kilomètres du sinistre, a fini par répondre au téléphone. Le souvenir des incendies qui avaient en 2007 dévasté le Péloponnèse nous est revenu en mémoire. Avec l'assassinat d'Alèxandros Grigorópoulos, le 6 décembre 2008, et l'attaque à l'acide contre Konstantína Kouíneva, représentante syndicale des employées du nettoyage, les incendies de 2007 font partie des premiers signes avant-coureurs de « la crise grecque ».

Combien de morts ont « fait » les programmes d'austérité ? Nous ne l'apprendrons jamais, car ils ne sont simplement pas comptables.

Tu m'as demandé récemment si je souhaitais participer aux rencontres autour de « l'Europe de la culture » que ton institut organise cet automne en Grèce. Cette lettre a pour objet de préciser les raisons pour lesquelles je ne le souhaite pas.

Le lieu choisi – un des plus beaux sites archéologiques de Grèce – me paraît en porte-à-faux par rapport au réel dont nous sommes témoins – celui des quartiers populaires, des aires de jeux désaffectées, des hôpitaux publics où on apprend un jour que tel service d'importance vitale (celui des transfusions sanguines) a fermé, que tel appareil ne marche plus (et qu'on en fera venir un de l'hôpital le plus proche, mais seulement dans six jours) ou que tel médicament n'est plus distribué en Grèce qu'au compte-gouttes (et qu'il va donc falloir faire le tour des pharmacies de la ville ; depuis quelques mois, les produits prescrits ici sous une même ordonnance doivent être retirés auprès d'un point de vente unique).

La police française nous permettait de discuter au calme des « nouvelles formes de mobilisation » tandis que, de l'autre côté du fleuve, elle réprimait celles et ceux qui se mobilisaient.

Nous sommes trop proches des ruines de l'État-providence pour que celles du monde antique nous disent grand-chose. Nous nous efforçons de parler à partir du lieu où nous sommes, et la mobilité dont nous continuons de jouir nous paraît déplacée quand tant d'autres sont condamnés à l'immobilité des camps.

J'avoue avoir de moins en moins envie d'intervenir dans ces panels où jeunes artistes, diplômé.e.s de grandes écoles et responsables de startups sont invités à incarner la face lumineuse ou positive d'une Europe « malmenée » mais « tournée vers l'avenir ». Ce sont des espaces voués à rapprocher des individus aux profils sociaux identiques et où les problèmes qui fâchent et ceux qui font mal sont laissés au dehors.

Le dernier panel de ce type auquel j'ai eu l'occasion de participer, ce printemps, était consacré aux « activistes de la culture » et se tenait dans une grande université française. Les accès aux bâtiments étaient gardés ; une manifestation de lycéen.ne.s, d'étudiant.e.s et de cheminots solidaires avait lieu au même moment de l'autre côté du fleuve dans le cadre du mouvement contre Parcoursup, le nouveau dispositif de sélection des candidat.e.s aux études supérieures. La police française nous permettait de discuter au calme des « nouvelles formes de mobilisation » tandis que, de l'autre côté du fleuve, elle réprimait celles et ceux qui se mobilisaient.

C'est une image de l'Europe.

La violence que les autorités exercent contre les réfugié.e.s, les collectifs de malades ou de précaires, les professionnel.le.s de l'éducation, de la santé, de la Poste, les syndicats paysans et ouvriers, les sans-logis, la jeunesse, les retraité.e.s du Sud et les individus offrant assistance aux sans-papiers et criminalisés à ce titre – toute cette violence multiforme, policière, sociale, symbolique ne traverse ces espaces que comme un écho assourdi. Les intervenant.e.s y ont tendance à dépeindre l'Europe comme un corps en souffrance et à y éluder toute critique directe des instances, des partis et des personnes de pouvoir – a fortiori lorsqu'une institution d'État accueille ou coorganise le forum. Par opposition à un discours politique « dépassé », l'accent est porté sur les alternatives (« novatrices ») et les solutions d'avenir que seraient censées fournir l'ingénierie culturelle, la mise en réseau, la culture digitale ou les « nouvelles solidarités » (dont le projet que tu m'as envoyé omet de rappeler qu'elles prennent racine en Grèce dans la contestation des programmes d'austérité – comme si, à partir de juillet 2015, tout un champ d'expérimentation sociale s'était détaché des conditions politiques qui l'ont fait naître et avait vocation à être capté par l'entrepreneuriat). Peut-être est-ce là, d'abord, que le bât blesse : dans une période marquée par l'effritement ou la disparition de la gauche traditionnelle, à quelles conditions ces « activistes de la culture » peuvent-ils briguer la place vacante du politique ? Sans doute en partageant le risque assumé par celles et ceux qui vivent et luttent en marge et sans filet sur tout le continent. Nous devons tisser nous-mêmes les alliances et les réseaux dans lesquels nous nous inscrivons et nous démarquer du processus en cours de gentrification des « quartiers créatifs » ; concevoir nos lieux comme des espaces politiques socialement hétérogènes où de jeunes artistes et de jeunes précaires côtoient les mineurs isolés hébergés par telle structure du voisinage, les employées de ménage et aides à domicile originaires de Géorgie ou d'Ukraine et les retraitées frappées par les coupes budgétaires aux côtés desquelles nous vivons.

Dans quelle mesure est-il possible de « réenchanter le projet européen » ? La réalité politique de l'Europe me paraît autrement plus sombre que ne le laisse supposer [le texte en forme de manifeste qui semble inspirer ces rencontres](#). Elle s'illustre dans des « opérations de sauvetage » à l'envers ; les plus riches sont évacués dans l'heure et les plus démunis laissés sur le carreau. Elle repose sur la collaboration de l'UE avec des régimes de type dictatorial (Turquie, Soudan...) et des territoires mis en coupe réglés par les esclavagistes (Libye) ; les frontières de l'Europe, et ses camps, sont bien au-delà de l'Europe. En feignant d'être mise en crise par l'arrivée des réfugié.e.s syrien.ne.s, l'Europe s'efforce en réalité de construire un consensus contre les exilé.e.s. Face à des guerres et

des dérèglements qui s'inscrivent pourtant dans le long terme, elle adopte en urgence des textes toujours plus répressifs. Lorsqu'elle finit par les accepter sur son sol, elle « dispatche » les réfugié.e.s aux quatre vents en leur déniaient la qualité de sujets porteurs d'histoires. Elle induit une acceptation de la mort à ses portes de ceux qui demandent secours (fuyant aujourd'hui la guerre, demain les effets du réchauffement climatique et les guerres d'un nouveau genre que la raréfaction des ressources naturelles engendrera) et une insensibilisation des opinions publiques à ces morts^[1].

« La sécurité de chaque Européen se construit dans les barbelés de la frontière orientale et dans les profondeurs de l'Egée » dit un graffiti aperçu ces jours-ci dans une petite rue du quartier de Patíssia. « La solidarité est notre arme », répond un slogan tagué près de la station Àgios Nikólaos.

Les invocations aux « valeurs humanistes », à « l'État de droit » ou à la « démocratie transnationale » dont le projet européen serait porteur rappellent par ces temps de violence ce qu'écrivait Hannah Arendt en 1951 à propos du « fossé entre les efforts des idéalistes (...) qui s'entêtent à considérer comme *inaliénables* ces droits humains dont ne jouissent que les citoyens des pays les plus prospères et les plus civilisés, et la situation des sans-droit. » Ces appels en faveur d'une « Europe des droits » passent trop aisément sous silence la part tenue dans l'histoire de nos libertés par la privation de liberté et l'exploitation d'autrui, l'appropriation de ses ressources et la guerre.

Cette volonté de sauvegarde d'un mode de vie qui ne peut, faute de ressources, être étendu ou partagé, concerne aussi la place tenue par ces nations dans le commerce des armes ; la France, en particulier, semble d'autant moins disposée à offrir refuge aux victimes des conflits qu'elle joue un rôle de premier plan dans ce commerce criminel.

La réinvention du politique, partout à l'œuvre, est partout en butte à la violence d'État. Il ne se passe pas un jour sans que le nouveau contrat social que les dirigeants des pays les plus riches proposent à leurs ressortissants, un pacte fondé sur l'égoïsme, l'indifférence, le maintien par tous les moyens des privilèges dont les sociétés développées ne pourront continuer à jouir qu'au détriment du reste du monde, rencontrent des résistances ; et aucune de ces résistances ne se déploie dans un cadre et selon un imaginaire purement et simplement européens.

C'est peut-être un élément-clef du paysage actuel et de l'échec prévisible des propositions alternatives à l'échelle de l'Europe ou de l'Union (la distinction entre les deux paraissant de plus en plus rhétorique) qui se font jour depuis 2015 et court-circuitent au passage le niveau local. Les succès électoraux récents de formations néo-libérales (en France) ou néo-fascistes attestent à leur façon de la vivacité mortifère de l'idée européenne. Une part croissante de l'électorat semble acquise à l'idée que le maintien des privilèges du Nord en matière environnementale passera par une politique de fermeture des frontières et de collusion avec des régimes de terreur.

Cette volonté de sauvegarde d'un mode de vie qui ne peut, faute de ressources, être étendu ou partagé, concerne aussi la place tenue par ces nations dans le commerce des armes ; la France, en particulier, semble d'autant moins disposée à offrir refuge aux victimes des conflits qu'elle joue un rôle de premier plan dans ce commerce criminel. Ce nouveau contrat social est peut-être l'implicite, au XXI^e siècle, de « l'idée européenne » et conduit à envisager la politique actuelle et à venir de l'Union à la lumière du phénomène du réchauffement climatique, de la place dévolue à l'industrie des armes dans les économies développées, des migrations forcées que ces deux phénomènes ne cesseront de produire

et des formes contemporaines de violence coloniale.

Politique d'expulsions et de « gestion des flux » sans égard pour la situation des demandeurs d'asile et pour celle de leurs pays d'origine, renforcement du contrôle, « externalisation » de la détention, abandon des naufragés au mépris du droit de la mer. La violence contre les migrant.e.s et le refus des grandes puissances de répondre au défi du réchauffement climatique apparaîtront probablement dans les années qui viennent comme deux phénomènes non pas disjoints mais de plus en plus convergents. Incapables de remettre en cause le modèle sur lequel elles sont assises, et qui ne peut qu'être bouleversé par l'adoption de politiques à la mesure de la destruction environnementale en cours, nos sociétés semblent se préparer à répondre aux conséquences les plus dramatiques de la crise écologique par le renforcement de leur arsenal policier et militaire : réponse ciblant non les causes du réchauffement mais ses premières victimes, tenues à l'extérieur des murs.

La fermeture des frontières aux victimes du réchauffement climatique, si absurde qu'elle soit (le phénomène ne s'arrêtera pas plus aux frontières que le nuage radioactif de Tchernobyl ne s'était arrêté en 1986 à la frontière franco-allemande), apparaît sous cet angle comme le socle d'un nouveau contrat social et les politiques contre les migrants comme des préparatifs de guerre, acclimatant les opinions publiques occidentales à cette violence qui vient et est déjà exercée, de façon plus ou moins avouée, en leur nom.

Mais « notre » mode de vie ne nous appartient pas.

Parler, écrivait Descartes dans sa belle *Lettre à Newcastle*, parler comme un être humain et non comme une machine, c'est répondre à propos. L'incapacité de la gauche politique, traditionnelle ou en voie de recomposition, à articuler un discours novateur à la mesure de notre époque tient vraisemblablement à ce qu'elle ne cesse pas d'inscrire sa pensée et son action dans un mode de vie radicalement inégalitaire – puisqu'il ne peut être que l'apanage d'un petit nombre. Ce discours soucieux de ménager justice environnementale, accueil des réfugiés et poursuite des objectifs de croissance – voire, dans certains cas, soutien à l'industrie de l'armement – n'est tout simplement pas crédible, faute de cohérence interne.

Articuler un autre discours exige de rompre en pensée et pratique avec ces formes de vie et de production dans lesquelles la gauche ne cesse, comme dans des sables mouvants, de s'enliser. S'il ne peut être identifié au « nous » des nations développées, le sujet politique à partir duquel cet autre discours devient possible est à l'œuvre dans la pratique des mouvements de solidarité associant ressortissants de l'UE et non-ressortissants de l'UE, Européens et extra-Européens. Son paradigme est naïf, fraternel, humaniste et anticolonial. Il repose sur un certain sentiment de la dignité et de la beauté des autres, sur l'alliance de militant.e.s, de citoyen.ne.s et de personnes de bonne volonté du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest et refuse de manière aussi simple que frontale de se soumettre aux frontières établies qui sont d'abord des frontières intérieures, des lignes de partage subjectives.

L'implicite serait alors le suivant : refuser les frontières en place et la partition mondiale entre privilégiés et démunis reviendrait à contester à la racine la perpétuation d'un système de production, de développement et de domination condamnant une partie croissante de l'humanité à l'exil, à l'esclavage ou à la mort.

La rencontre, les échanges d'idées, les échanges amoureux, le dialogue, l'invention et la création ne peuvent avoir lieu qu'au travers et de part et d'autre de ce mur.

Je reviens à la citation d'Hannah Arendt, tirée du dernier chapitre de *L'Impérialisme* :

« Aucun paradoxe de la politique contemporaine ne dégage une ironie plus poignante que ce fossé entre les efforts des idéalistes bien intentionnés, qui s'entêtent à considérer comme "inaliénables" ces droits humains dont ne jouissent que les citoyens des pays les plus prospères et les plus civilisés, et la situation des sans-droit. Leur situation s'est détériorée tout aussi obstinément, jusqu'à ce que le camp d'internement – qui était avant la Seconde Guerre mondiale l'exception plutôt que la règle pour les apatrides – soit devenu la solution de routine au problème de la domiciliation des "personnes déplacées". »

Comme le note Christiane Vollaire[2], cette « ironie poignante », éprouvée par Arendt moins de dix ans avant l'écriture de ces lignes, alors qu'elle fuyait le nazisme, « est au cœur du monde contemporain ». Pour un grand nombre de migrants, l'Europe a cessé d'être un lieu, et a fortiori un lieu d'accueil. Pour un grand nombre d'Européens, l'Europe a dans le même temps cessé d'être un horizon (de projection, de désir, de pensée politique ou de création) pour devenir un mur, un enclos et un piège, espace où « notre liberté » dépend plus que jamais de la sujétion des autres. La rencontre, les échanges d'idées, les échanges amoureux, le dialogue, l'invention et la création ne peuvent avoir lieu qu'au travers et de part et d'autre de ce mur. C'est dans ses failles que quelque chose de l'ordre du désir et de la politique peut recommencer et recommence à circuler. Pas au centre du monde mais de l'intérieur des murs où nous nous battons pour respirer, en attendant qu'ils cèdent.

Athènes, mardi 21 août 2018.

[Dimitris Alexakis](#) est auteur et directeur du KET, centre de création à Athènes.

Notes

[1] Lire [le travail de recension](#) entrepris depuis 1993 par le réseau United.

[2] [Langue du déplacement, barbarie de l'enfermement](#). intervention de C. Vollaire le 6 février 2016 pour l'association Le sujet dans la Cité.